

« ça mutàmort »

« En essayant continuellement on finit par réussir.  
Donc : plus ça rate, plus on a des chances que ça  
marche. » Les Shadocks

Chers amis,

pour ouvrir ce séminaire qui sera brillant par ses intervenants et également, j'en suis certain, par les réflexions profondes que vous ne manquerez pas de nous communiquer avec la verve qui caractérise nos assemblées, j'ai cherché à vous transmettre mes interrogations sur quelques termes que le monde de l'urbanisme consomme de manière effrénée et sur le glissement de certains concepts de la « révolution urbaine » à la « mutation urbaine ».

Comment, après avoir été informés de la loi Solidarité Renouvellement Urbain ne pas s'interroger sur le terme de « renouvellement ».

« Renouvellement » vient compléter un vocabulaire en re- ou en ré- qui a une forte tendance à l'inflation ces dernières années dans notre confrérie.

**Redynamisation, revitalisation, requalification**, c'est un trio progressif. La dynamisation, nous dit Robert, c'est « l'action d'accroître l'efficacité d'un remède par des procédés de préparation

spécifiquement homéopathique : dilution, trituration » ; la re-dynamisation consisterait à s'y remettre un coup. La revitalisation c'est quand, proche de la mort, l'homéopathie ne serait plus suffisante. La qualification relève d'une « qualité » reconnue, la re-qualification en donnerait alors une nouvelle. (J'assistais dernièrement à une réunion où un élu tentait d'expliquer aux derniers commerçants d'un centre en errance qu'après avoir vainement cherché d'abord à les redynamiser, puis à les revitaliser, la commune cherchait à les requalifier ; le glissement sémantique était assez pertinent puisque cela revenait à dire qu'ayant fait le constat qu'on ne pouvait plus redonner de la vie à ces commerces moribonds, il s'agissait de trouver une nouvelle qualification et donc vocation au centre. Les mots ça sert aussi à être urbain, c'est à dire poli). **Restructuration, réaménagement, réhabilitation**, et avant encore : **résorption, rénovation**, celle-ci, antérieure à la restructuration, est mieux perçue par le public. Rénover c'est remettre à neuf, ça fait « propre », « brillant ».... Restructurer, on ne voit pas très bien quels types d'actions le terme recouvre parce qu'on saisit mal de quelles structures il s'agit, et le plus souvent ce que, même, pourrait être une structure.

Renouvellement et renouveler possède le préfixe re- qui, venant du latin, re-, exprime un retour en arrière ou la répétition. C'est bien là l'ambiguïté du terme dont la définition balance entre un pareil réactivé et un changement radical.

Notre ami, Robert, nous dit que le « renouvellement » a 3 définitions. La première consiste en un « remplacement des choses, des gens par d'autres semblables ». soit le renouvellement d'un stock ou d'une provision, voir un réapprovisionnement. On imagine un peu difficilement de porter dans les quartiers de logement social un discours sur le renouvellement des stocks ou le réapprovisionnement des locataires ; non ! on parle alors de « peuplement ». On parle aussi de renouvellement d'air, on pourrait alors évoquer le renouvellement d'ambiance, de « l'aria » en italien, mais il est plus facile d'ouvrir la fenêtre qu'un quartier en difficulté. Quoique aujourd'hui avec l'air conditionné tous les gestes simples et spontanés d'ouverture deviennent difficiles. Les stocks pourraient aussi correspondre aux logements qu'il s'agirait de remplacer par de nouveaux types d'habiter, cela nous rapprocherait de la seconde définition.

La seconde définition inscrit le renouvellement comme « un changement complet des formes qui crée un état nouveau », voir un re-nouveau, une ré-novation, une transformation.

Il ne s'agit que des « formes », le fond n'est pas remis en cause, mais quand même « complet », c'est beaucoup, et budgétairement on vous expliquera toujours que c'est impossible. De quelles formes s'agit-il dans l'urbain : l'habitat, les équipements publics... ? Combinant le remplacement des stocks de logements avec un changement complet des formes urbaines, on aboutirait alors à une vision extrêmement formaliste d'un état nouveau proche de l'état d'esprit des années 60. Tout le monde le

sait maintenant, ce n'est pas suffisant de transformer l'architecture du logement social pour créer un nouvel état social du logement, bien que cela puisse y participer grandement, bien que cela soit une condition incontournable pour un futur du logement et de la ville. S'agirait-il de changer les formes sociales du logement pour aborder, au-delà des programmations, la culture urbaine ? Il est certain que c'est là un bel enjeu qui toucherait le fond du « comment-vivre-ensemble ».

La troisième définition nous ramène à une « remise en vigueur dans les mêmes conditions », comme le renouvellement d'un bail, une prorogation, une reconduction, voir même une confirmation pour peu qu'il s'agisse alors de vœux religieux. Cette définition est peu dynamique par rapport à la précédente, elle est même contradictoire ; que peut-on remettre en vigueur dans les mêmes conditions tout en changeant complètement les formes pour créer un état nouveau ? A moins qu'il ne s'agisse de remettre en vigueur les termes humanistes et productivistes qui ont accompagné la fabrication des grands ensembles dont Rem Koolhaas regrette « l'extrême optimisme » de la « tabula rasa ». Mais l'époque qui construisit un individu triphasé, à la fois locataire, épargnant et électeur, est révolue. Les quartiers de barres et de tours ne sont le plus souvent que les scories de cette équation ; les locataires n'y ont que peu de chance « d'ascension sociale », ils sont peu épargnants, du moins sur le territoire, et ne sont souvent pas électeurs.... Mais en plus, ils rechignent maintenant à y rester. Il est donc bien difficile d'imaginer remettre en vigueur les termes d'un contrat social que plus personne n'a les moyens d'assurer.

Egrainant les termes en re- ou en ré- contenus dans le Robert, continuons à nous interroger sur la définition de l'action à mener dans le cadre de l'urbain.

**Réadapter** : les premiers habitants des quartiers de logements sociaux, après un instant d'émerveillement sur l'eau courante, la cuvette des chiottes et le plaisir de se retrouver tous ensemble à la fenêtre à regarder les voitures jouer à saute-mouton sur les parkings avec leurs minos, sont souvent partis ; un premier renouvellement social s'est donc déjà effectué ; de plus les demandes-attentes, comme on dit, des habitants ont évolué ; n'est-il pas temps de réadapter les logements sociaux à de nouvelles conditions sociales : une décohabitation difficile, des familles éclatées puis recomposées, un sens du collectif et de l'intimité en total changement, des pratiques spatiales très différentes suivant le passé culturel encore vif des habitants, etc.... ? N'est-il pas temps de réadapter les modes de financement qui pèsent sur les modes de programmation ?

**Retraiter, réanimer** : là, il faudra faire le tri sur les types de réanimations, du bouche à bouche urbain au gaz hilarant.

**Retoucher, réarranger, réaffirmer et renforcer** : il s'agit parfois d'agir uniquement avec les forces en place, d'en réaffirmer la légitimité et forcément d'en renforcer fortement les forces.

**Recentrer** : la centralité, voilà un terme d'urbaniste, la polycentralité aussi, on devrait d'ailleurs dire « repolycentrer ».

**Renverser** : renverser la vapeur, la situation, la contradiction; les marxistes, s'il en reste dans la salle, savent que c'est le « travail du négatif » qui renverse les situations les plus dominantes.

**Restaurer** : en France ça fait Monuments Historiques, vieux salons, et Comte de Paris, ou d'Orléans, nous ne sommes pas à une conurbation monarchique près ; En Italie, Pier Luigi Cervellati engagea en 1970 une politique de « restauro » urbain, social et architectural du centre historique de Bologna qui consista à conserver et à remodeler un bâti ancien de manière à faire évoluer un tissu tout en lui conservant ses qualités intrinsèques tant sociales qu'architecturales. Il démontra que la question urbaine, alliant architecture et social, est une question hautement culturelle. En respectant à la fois le bâti et les habitants, il respecta la mémoire des lieux et restaura la fierté des quartiers populaires du centre-ville. A la fin des années '60, son travail avait pour vocation de montrer comment se réapproprier les villes... Plus de 30 ans après, on ne peut que lui donner raison.

**Reconquérir** : on parla beaucoup de reconquête urbaine, mais ce terme, guerrier, a toujours manqué d'armée et de ravitaillement.

**Restituer, rétablir** : rétablir dans sa splendeur passée la ville déchiquetée par les bombardements d'un urbanisme meurtrier, rétablir le contact, rétablir un droit... « Quand un peuple ne se venge pas, il rétablit un droit » disait Romain Rolland. Qu'attendons-nous ?

**Recycler** : mais pour quels cycles ?

**Récupérer** : après avoir récupéré ses forces, ses moyens et ses billes, la ville essoufflée passe à l'urbain.

**Réparer, retaper...**

**Rééquilibrer** : Robert nous dit que rééquilibrer c'est « redonner un équilibre à ce qui l'avait perdu » et qu'équilibrer consiste à « opposer une force à une autre de manière à créer l'équilibre », et que l'équilibre c'est « l'égalité des forces entre deux ou plusieurs choses qui s'opposent, c'est l'état de repos de ce qui est soumis à de telles forces ». S'agit-il alors de rééquilibrer les quartiers pour atteindre un état de repos social et urbain ou s'agit-il de rééquilibrer les forces de certains pour qu'ils puissent mieux s'opposer au autres ?

**Redécouper** : le territoire est déjà découpé : zoning, parcellaire, servitudes, etc..., on redécoupe encore un coup. L'histoire ne dit pas ce qu'on fait des cicatrices de la première découpe.

**Réconcilier** : pour réconcilier les parties de la ville comment fallait-il les rééquilibrer ?

**Raccommoder** : pouvons-nous raccommoder ou réconcilier, la nuit, sur l'oreiller les quartiers désunis dans la journée ? Solidarité érotique oblige !

**Recoudre** : les tissus urbains bien entendus, en patchwork, après les avoir découpés et redécoupés.

**Retisser** : des liens. Plus de lieu, plus de lien, retissons !

**Ravauder, rapetasser, rapiécer**, : je ravaude les quartiers anciens, je rapetasse les zones, je rapièce la ville. Il faut savoir choisir son langage.

**Repriser** : les chaussettes, avec les Ponts et Chaussées.

Voici tout un vocabulaire de mercerie urbaine bien en retard sur les plis d'Issey Miyake et de Gilles Deleuze.

**Reintégrer** : « rétablir dans la jouissance d'un droit », Robert est un grand urbaniste et un grand érotomane !

**Recomposer** : Robert nous dit que recomposer c'est : « composer ce qui est décomposé, défait ». Si ce qui est défait n'était souvent « ni fait ni à faire », faut-il s'obstiner à le recomposer ou à le refaire ?

**Remodeler**, avec des modèles ? **Remanier** avec manie ? **Réaménager** sans ménagement ? De la Z.A.C. à la « Zone d'Aménagement Reconcertée » ?

**Rebâtir, reconstruire** : Littré, le père de Robert, nous dit que construire signifie par son étymologie : « établir ensemble » ; reconstruire consisterait à construire à nouveau ensemble, ce qui renforcerait l'idée que dans le renouvellement urbain, il ne peut être question de renouveler sans les habitants.

**Renflouer** : parce qu'on ne répétera jamais assez à Bercy que pour renouveler les quartiers en difficulté, il faut renouveler les moyens pour les « sauver des difficultés financières en fournissant des fonds », puisque c'est la définition de Robert.

**Réactiver, rebooter** : rebooter n'existe pas pour Robert ; on reboote un ordinateur quand il s'est planté par suite d'incompatibilités de certaines commandes effectuées et de certains programmes. Il est vrai que la rencontre de programmes incompatibles, ou l'action de programmes défectueux, voire de commandes contradictoires de la part de la maîtrise d'ouvrage, engage parfois le blocage des quartiers et le plantage des procédures en cours... et que les architectes et les urbanistes que nous sommes pourraient rêver de pouvoir rebooter l'urbain.

Si rebooter n'existe pas, **rebouter** existe qui décrit l'action de « remettre par des moyens empiriques un membre démis, de réduire une fracture » et qui pourrait bien définir notre action car n'est-il pas vrai que nous devenons parfois quelque peu des rebouteux à qui il est demandé de réduire les fractures sociales en remettant ensemble des fragments urbains par des moyens empiriques comme le « retrecottage des tissus urbains », le désenclavement ou la réinsertion....

**Ressourcer** : revenons à la source, à l'Ancien Testament. Après le Jardin d'Eden, Adam et Eve construisent la première cabane où cette dernière enfante Caïn, le laboureur, le sédentaire et Abel, le berger, le nomade. Caïn tue Abel pour une sombre histoire de menu à servir à Dieu mais en vérité

Caïn tue Abel parce que ce dernier n'arrête pas de se balader sur la terre ; il bouge tout le temps et ça énerve Caïn. C'est en fait un différent pré-urbain sur la question de la mobilité. Surtout que chassé par Dieu, Caïn ne trouve pas mieux que de construire la première ville à laquelle il donne le nom de son fils, Hénoc. Ne peut-on pas ainsi en déduire que la construction de la ville s'est faite contre la liberté de mouvement, contre le droit à la mobilité, au profit du localisme, du chacun chez-soi... ? Romulus tue Remus parce qu'il a eu le culot de sautiller au-dessus du sillon tracé par son jumeau pour marquer les limites de la ville. Aujourd'hui, dans notre société de flux et de réseaux, cette genèse de la ville fait un peu nul. (Ge. 4-17). S'il n'y avait pas eu Caïn pour tuer Abel, et ensuite Romulus pour occire Remus, il n'y aurait pas eu de ville ni d'urbanisme. La ville est donc fondée sur un meurtre, celui de la libre mobilité. Sans ville, la vie sociale se serait déroulée dans le déplacement. Les garagistes seraient D.P.L.G. et les architectes sur roulettes. Peut-être la glisse urbaine tente de revenir sur ce crime impuni même par Dieu ; peut-être la « ville des flux » est le retour d'un refoulé totémique.

D'autres termes que celui de renouvellement urbain étaient-ils possibles ?

La « **révision urbaine** » ? Impossible. La « **refondation urbaine** » ?, également. « **Renaissance urbaine** », un peu prétentieux et déjà pris dans l'histoire ; la « **révolution urbaine** » chère à Henri Lefebvre aurait été un peu trop audacieuse !

Henri Lefebvre parla en 1967 de « **ville renouvelée** » disant ceci :

« A travers les diverses tendances s'esquisse une stratégie globale, c'est à dire un système unitaire et un urbanisme déjà total. Les uns feront entrer dans la pratique et concrétiseront sur le terrain la **société de consommation dirigée**. Ils construiront non seulement des centres commerciaux mais des centres de consommation privilégiés : **la ville renouvelée**. Ils imposeront en la rendant « lisible » une **idéologie du bonheur par la consommation, la joie par l'urbanisme** adapté à sa nouvelle mission. Cet urbanisme programme une quotidienneté génératrice de satisfactions (notamment pour les femmes acceptantes et participantes). La consommation programmée et cybernétisée (prévue par les ordinateurs) deviendra règle et norme pour la société entière. D'autres édifieront les centres décisionnels, concentrant les moyens de puissance : information, formation, organisation, opération. Ou encore : répression (contraintes, y compris la violence) et persuasion (idéologie, publicité). Autour de ces centres se répartiront sur le terrain, en ordre dispersé, selon des normes et contraintes prévues, les périphéries, l'urbanisation désurbanisée. **Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens, à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.**

La convergence de ces projets comporte donc les plus grands dangers. Elle pose politiquement le problème de la société urbaine. Il est possible que des contradictions nouvelles naissent de ces

projets, gênant la convergence. Si une stratégie unitaire se construisait et réussissait, ce serait peut-être irréparable ». « Le droit à la Ville » page 31

En 1968, Henri Lefèbvre ouvrait son livre « La révolution urbaine » ainsi : « Nous partirons d'une hypothèse : l'urbanisation complète de la société ».

Et je ne résiste pas au plaisir de continuer un florilège de citations du même :

« Il ne s'agit pas de chercher une recette empirique pour fabriquer ce produit : la réalité urbaine. N'est-ce pas ce qu'on attend trop souvent de « l'urbanisme » et ce que trop souvent promettent les « urbanistes » ? Contre l'empirisme qui constate, contre les extrapolations qui s'aventurent, enfin contre le savoir en miettes prétendument comestibles, c'est une *théorie* qui s'annonce à partir d'une *hypothèse théorique*.

On désignera par la suite, en se servant des mots « révolution urbaine », l'ensemble des transformations que traverse la société contemporaine pour passer de la période où prédominent les questions de croissances et d'industrialisation (modèle, planification, programmation) à la période où la problématique urbaine l'emportera décisivement, où la recherche des solutions et des modalités propres à la *société urbaine* passera au premier plan. »

Et encore :

« Comment penser le phénomène urbain ? Comment construire des villes, ou « quelque chose » qui remplace ce que fut jadis la Ville ? (...) Quels progrès décisifs accomplir dans la théorie et dans l'action pratique, pour que la conscience parvienne à la hauteur du réel qui la déborde et du possible qui la fuit ? » p 25

Ou encore :

« L'urbain ? C'est un champ hautement complexe de tensions ; c'est une virtualité, un possible-impossible qui appelle à lui l'accompli, une présence-absence toujours renouvelée, toujours exigeante. L'aveuglement consiste en ce qu'on ne voit pas la forme de l'urbain, les vecteurs et tensions inhérents au champ, sa logique et son mouvement dialectique, l'exigence immanente ; on ne voit que des choses, des opérations, des objets (fonctionnels et/ou signifiants d'une façon pleinement accomplie). Pour ce qui concerne l'aveuglement, il y a double aveuglement. Son vide et sa virtualité sont masquée par du remplissage. Que ce remplissage porte le nom « d'urbanisme » cela éclaire plus cruellement l'aveugle. De plus le remplissage s'emprunte à l'époque finissante, à l'industrialisation, aux objets et produits, aux opérations et techniques de l'industrie. L'urbain, voilé, fuit la pensée qui s'aveugle et ne se fixe que sur des clartés en retrait par rapport à l'actuel. (...) S'il n'y avait pas eu

aveuglement en ce qui concerne l'industrie, ses possibilités et ses exigences, lui aurait-on laissé envahir le monde, ravager la nature, semer la planète d'horreurs et de laideurs dans une histoire sanglante ? Aurait-on fait confiance sans limites à sa rationalité ? (...) Aujourd'hui, la réalité urbaine elle-même, avec sa problématique et sa pratique, est occultée, remplacée par des représentations (idéologiques et institutionnelles) qui porte nom *d'urbanisme*. Celui-ci bouche le trou, remplit l'entre-deux. » p 60-61

Et il rappelle :

« Au cours de ce vaste processus de transformation, l'espace révèle sa nature, ce qu'il fut toujours :

a) un espace politique, lieu et objet de stratégies

b) une projection du temps, réagissant sur lui et permettant de le dominer, et, par conséquent aujourd'hui de l'exploiter à mort. Ce qui annonce la libération du temps-espace. » p 63

Pour Henri Lefebvre, il y a révolution urbaine dans le sens où il y eu une révolution industrielle qui produisit une nouvelle structuration de la société, une nouvelle structuration de classes. Si de la période féodale, le mode de production passa au capitalisme puis à l'impérialisme, Henri Lefebvre nous prévient, un nouveau mode de production, gérant les relations entre les hommes et la planète, est en voie de s'affirmer : c'est l'urbain, en nous avertissant : vous ne saurez pas le regarder ! Comment ne pas lui donner raison 34 ans après !

D'ailleurs 30 ans après, Manuel Castells nous prévient dans son livre « la société en réseaux » : « C'est le début d'une ère nouvelle, l'ère de l'information, caractérisée par l'autonomie de la culture par rapport aux fondements matériels de l'existence ». Il rappelle : « le premier mode de relations entre les deux pôles fondamentaux de l'existence humaine (à savoir la Nature et la Culture) s'est caractérisé, pendant des millénaires, par la domination de la Nature sur la Culture, les codes d'organisation sociale exprimant presque sans médiation la lutte pour la survie sous le joug incontrôlable de la Nature. Apparue au début de l'ère moderne, et associée à la révolution industrielle et au triomphe de la Raison, le deuxième mode de relations a vu la Culture dominer la Nature, la société devenant le produit du processus de travail en vertu duquel l'humanité s'est à la fois libérée des forces naturelles et soumise à l'oppression et à l'exploitation qu'elle a elle-même engendrées.

Nous abordons une nouvelle étape dont la caractéristique est que la Culture renvoie à la Culture : nous avons à ce point supplanté la nature que celle-ci se trouve aujourd'hui artificiellement ressuscitée (« protégée ») comme forme culturelle. (...) En raison de la convergence entre l'évolution historique et le changement technologique, nous expérimentons un mode purement culturel d'interaction et d'organisation sociales. (...) cela ne veut pas dire que l'histoire est en voie d'achèvement sous l'effet d'une réconciliation heureuse de l'humanité avec elle-même. C'est en



réalité tout le contraire qui s'opère sous nos yeux : l'histoire ne fait que commencer, si par « histoire » nous entendons le moment où, après des millénaires de lutte préhistorique contre la Nature, pour survivre d'abord, pour la conquérir ensuite, notre espèce a atteint le niveau de savoir et d'organisation sociale susceptible de lui permettre de vivre dans un monde principalement social. »

Toujours dans ce très intéressant bouquin où il explore la nouvelle économie à travers le monde, et les implications sur l'organisation du territoire notamment en Asie, Manuel Castells souligne que si l'espace informationnel structure de manière nouvelle la société, il n'en demeure pas moins que « La forme essentielle de domination dans notre société repose sur la capacité organisationnelle de l'élite dominante, laquelle va de pair avec sa capacité à désorganiser les groupes sociaux qui, s'ils représentent une majorité numérique, ne voient leurs intérêts traduits partiellement, ou pas du tout, qu'au travers de l'accomplissement des intérêts dominants. L'articulation des élites, la segmentation et la désorganisation des masses sont les mécanismes à travers lesquels s'opère la domination sociale dans nos sociétés, et l'espace joue un rôle essentiel dans cette affaire. **En bref, les élites sont cosmopolites et les masses locales.** L'espace du pouvoir et la richesse se projette dans le monde entier tandis que la vie et l'expérience des masses s'enracine dans les lieux, dans une culture, dans une histoire. Aussi, plus une organisation sociale repose sur des flux extrahistoriques qui dépassent la logique d'un lieu particulier, plus la logique du pouvoir global échappe au contrôle sociopolitique des sociétés locales/nationales dont la spécificité est historique.

Les élites forment leur propre société et des groupes symboliquement isolés, retranchés derrière la barrière éminemment matérielle des prix dans l'immobilier.

Les noeuds de l'espace des flux tendent à regrouper les fonctions dominantes dans des lieux soigneusement séparés, tout en permettant d'accéder aisément aux complexes cosmopolites des arts, de la culture et du divertissement.

Les élites tentent à se distinguer culturellement en unifiant leur environnement symbolique dans le monde entier, et par conséquent à transcender la spécificité historique de chaque lieu. (...) »

J'interromps Manuel Castells pour vous citer Hanna Arendt : « Ce qu'est leur espèce pour les animaux ou les plantes, c'est l'histoire pour les êtres humains ».

Reprenons avec Manuel :

« Les gens vivent encore dans des lieux. Cependant, comme dans nos sociétés les fonctions et le pouvoir s'organisent dans l'espace des flux, la domination structurelle de sa logique modifie fondamentalement le sens et la dynamique de ces lieux. Ancrée en des lieux, l'expérience vécue se

retrouve coupée du pouvoir, et le sens toujours plus séparé du savoir. Aussi une schizophrénie structurelle entre les deux logiques spatiales menace-t-elle désormais de rompre la communication sociale. La tendance dominante débouche sur un espace de flux en réseaux, hors de l'histoire, qui entend bien imposer sa logique à des lieux éparpillés et segmentés, de moins en moins raccordés les uns aux autres, de moins en moins capables de partager des codes culturels. A moins que des ponts culturels, politiques et physiques ne soient délibérément jetés entre ces deux formes d'espace, nous finirons sans doute par vivre dans des univers parallèles dont les temps ne pourront se rencontrer, parce qu'ils s'infléchiront différemment dans l'hyperespace social. »

Qu'est-ce qui est nouveau, dans le fond rien ne change vraiment : répartition du territoire au bénéfice des dominants, volonté d'hégémonie, regroupement des élites en des lieux particuliers et protégés, centralités des lieux de décision même s'il sont démultipliés, expression symbolique du pouvoir, aliénation et déstabilisation permanente des dominés... c'est dans les formes que cette exploitation s'est affinée, par la capacité à gérer plus vite de tout endroit de la planète ce qui se trouve de l'autre côté. Mais cette force ne recèle-t-elle pas sa faiblesse. Il suffirait d'un grain de sable....

**Oh la la !** Mais à quoi ça sert de se préoccuper de tout ça. Nous ne sommes que des architectes faisant bien notre boulot et puis c'est tout. Mais c'est quoi bien faire son boulot quand on fait un bilan des architectes qui ont « bien fait leur boulot » depuis les années '60, n'avons-nous pas froid dans le dos ? Les erreurs commises en urbanisme et en architecture n'étaient pas inéluctables, et ceux qui s'y commirent n'étaient pas innocents sans ergoter de savoir s'ils étaient responsables. Les problèmes que les architectes et les urbanistes ne surent ni résoudre et surtout pas concevoir font poids dans notre histoire. Les incapacités d'une architecture à se poser les bonnes questions a produit des effets de compromission qui sont responsables de son dépérissement. Aujourd'hui, ce n'est pas en passant par un rapprochement avec le produit-marketing que nous relèverons le défi posé par la mutation de la société.

Ainsi, nous est-il impossible, à nous architectes, de fermer les yeux devant « le vaste processus de transformation » dont parlait Henri Lefebvre, devant ce que d'autres appellent « la mutation urbaine », terme auquel il faut éviter de donner un sens proche de la génétique parce qu'alors serait évacué toute question de responsabilité humaine dans le processus, car la mutation, dans son sens génétique, est le résultat du hasard et d'interventions exogènes à l'organisme muté. Dans le cas de l'urbain, rien n'est exogène ; toute construction, toute infrastructure, tout aménagement d'un territoire est le résultat d'une organisation de la société, d'une décision politique et de la connivence des

professionnels, architectes, urbanistes, services de l'Équipement, Services municipaux, etc.... Nous aussi portons cette responsabilité.

L'autre côté de la planète étant aujourd'hui notre proximité, nous ne pouvons ignorer ce qui s'y passe et ce fut tout l'intérêt de l'exposition « Mutation » organisée par Francine Fort à Arc en Rêve. Mais ne faisons pas les innocents et gardons nous d'une fascination touristique pour les machines dominantes. Que le totalitarisme de marché rencontre le totalitarisme chinois, il n'y a pas de quoi être époustoufflé ; Hanna Arendt relevait déjà que « l'idéal de la domination totalitaire est accompli lorsqu'on a rendu tous les individus superflus ». Sur la domination totalitaire, nous en connaissons un morceau puisque c'est en Europe qu'ont été créés les camps d'extermination nazis à partir desquels, de Hanna Arendt à Giorgio Agamben aujourd'hui, les philosophes s'interrogent sur les individus. Et nous ?

Derrière les problématiques urbaines, se fauillent malgré tout des individus, des individus qui semblent-il ne savent toujours pas vraiment comment vivre ensemble.

Alors, arrivant à la fin de mon intervention, je ne résiste pas au plaisir de vous raconter pour la millième fois ma fable préférée, c'est celle que concocta Schopenhauer sur les hérissons et qui dit à peu près ceci : c'est l'hiver, des hérissons rassemblés se rapprochent les uns des autres pour bénéficier de leur chaleur commune, et ainsi faisant, expérimentent subitement l'action désagréable de leurs piquants réciproques. Ils s'éloignent souffrant à nouveau du froid. Ils se rapprochent, s'éloignent, se rapprochent, s'éloignent... ainsi toute la nuit, jusqu'à trouver enfin une distance convenable qui leur permette de bénéficier de la chaleur commune sans souffrir d'une trop grande proximité.

Là où les hérissons s'arrêtent, inscrivant dans l'acquis la bonne distance, l'homme s'acharnera à réitérer l'expérience. L'Homme parle, le hérisson communique ; le hérisson s'abrite, l'homme fait de l'architecture....

Chez l'homme, l'expérience à l'autre, celui en face ou celui en nous, doit être sans cesse **renouvelée, répétée.**

Plus l'espace permet l'enrichissement de cette relation et lui donne de la profondeur, plus elle a des chances de bien passer, de ne pas rester fixée, figée, sclérosée, refoulée. Plus l'espace tente de réduire l'individu à lui-même, à « l'idiotie des affaires personnelles », « dans l'épaisseur triste d'une vie axée sur elle-même », comme dit Hannah Arendt, plus l'espace sert à détacher, ou à protéger, l'individu de cette expérience à l'autre, plus l'individu s'étiole et dégénère.

Comment l'architecture pourrait ignorer ce perpétuel mouvement d'expérience de la distance à l'autre, cette marche en forme de démarche à l'autre, ce cheminement insatiable à expérimenter la contiguïté, à la parcourir.

Comment l'architecture pourrait ignorer, dans l'espace, la prégnance de ces itérations, de cette compulsion à rechercher une « bonne distance » à l'autre.

L'individu, sur un axe qui va du plus-intime au plus-public, traverse des espaces où s'évaluent ses rapports avec les autres et où se mesure sa place parmi les autres, comme un glissement continu et syntaxique qui irait du privé au public, de l'individuel au collectif, qui de la chambre à coucher traverserait, pour parvenir à l'avenue, de nombreux espaces qui sont autant de dosages de nos réalités complémentaires d'individus et d'êtres collectifs.

Dans l'espace de la ville, l'individu se frotte aux autres et se frotte à lui-même ; l'homme y habite dans son rapport à l'autre, ce rapport étant, paradoxalement, constitutif de son individualité.

L'espace, tel qu'il est construit, concrétisé, est ce qui s'édifie de l'entrelacs des altérités, des expériences répétées du rapport à l'autre, de l'interstice avec soi, avec l'autre et avec l'Autre de l'autre. L'espace abrite et résulte, comme en échos, de l'ensemble des expériences des distances, des écarts, des amplitudes des fréquentations dans l'enchevêtrement des relations entre individus.

C'est dans le regard porté à cette dimension de l'expérience humaine que l'architecte peut envisager une position, éthique.

Je persiste à croire que notre vocation, notre éthique, réside dans cette attention que nous portons, par delà les programmes, au libre jeu des altérités où s'enracine le jeu du désir. Et je persiste à croire que le désir et la recherche du plaisir et de son au-delà, qui construisent l'individu, sauveront le monde du monde de la marchandise et du simulacre.

Mais si je me trompais par optimisme juvénile, et si un certain urbanisme et une certaine architecture devait devenir dominants avec la globalisation, et si la société de consommation dirigée s'installait

inexorablement, il me resterait peut-être seulement à considérer avec Marcuse qu'il nous « **reste la persévérance de croire que les faits ne créent pas un droit, et que la lucidité soutient le défi d'autre chose, là même où il est impossible de voir une alternative** ».

Et si devant ce que j'appréhende comme un totalitarisme libéral de la marchandise, j'étais aujourd'hui pessimiste, il resterait un dernier terme commençant par re- ou ré- mais qui ne signifie ni le retour, ni la répétition, un terme ni concept-marketing ni protégé par un copyright, un terme qu'Henri Lefèbvre aurait accepté devant le constat que la "révolution urbaine" avait du retard, un terme qui ne nous déresponsabiliserait pas devant les changements du monde, un terme qui refuserait l'aveuglement de la shopping-planet, un terme qui nous engagerait malgré tout à penser par delà le passé et le présent, c'est "**résistance urbaine**". Pussions nous jamais être contraint d'en arriver là.

*Texte de l'intervention de Serge Renaudie au Séminaire des Architectes-Conseil de l'Etat à Lille le 5 octobre 2001 et publié dans la publication du Corps des Architectes-Conseils N°7.*